

APPEL À PROPOSITIONS

Experts techniques locaux en matière d'action climatique inclusive pour le projet de mobilité électrique et d'énergie de Rabat – C40 Cities Finance Facility

Table des matières :

1. Introduction	2
2. Contexte de la mission	3
3. Objectif de la mission et activités prévues	4
4. Exigences minimales	6
5. Format des réponses	7
6. Budget	8
7. Calendrier de la passation de marché	9
8. Passation du marché	10
9. Politiques du C40	10
10. Clause de non-responsabilité	10
11. Durée de la mission	11
Annexe 1 – Documents de référence pertinents	12
Annexe 2 – Modèle de contrat-cadre	13
Annexe 3 – Exigences contractuelles à répercuter	28

1. Introduction

C40 Cities Climate Leadership Group

Le C40 est un réseau regroupant près de 100 maires des plus grandes villes du monde, qui œuvrent pour mettre en œuvre les mesures urgentes nécessaires dès aujourd'hui afin de faire face à la crise climatique et de créer un avenir où chacun, partout dans le monde, pourra s'épanouir. Les maires des villes du C40 s'engagent à adopter une approche fondée sur la science et centrée sur les personnes afin de limiter le réchauffement climatique conformément à l'Accord de Paris et de bâtir des communautés saines, équitables et résilientes. Nous travaillons aux côtés d'une large coalition de représentants des syndicats, des entreprises, du mouvement des jeunes pour le climat et de la société civile afin d'aider les maires à réduire de moitié les émissions d'ici 2030 et à contribuer à l'abandon progressif des énergies fossiles, tout en renforçant la résilience climatique et l'équité en milieu urbain.

Pour en savoir plus sur les actions du C40 et de nos villes, rendez-vous sur notre [site web](#) ou suivez-nous sur [X](#), [Instagram](#), [Facebook](#) et [LinkedIn](#)

C40 Cities Finance Facility (CFF)

Le [C40 Cities Finance Facility](#) (CFF) est un mécanisme de préparation de projets qui aide les villes à élaborer et à mettre en œuvre des projets d'infrastructures durables. En reliant les projets d'infrastructures aux sources de financement et en apportant aux villes le soutien continu et l'expertise dont elles ont besoin, le CFF transforme des plans d'action climatique résilients et inclusifs en projets concrets qui améliorent réellement la vie des citoyens.

Lancé lors de la COP21 à Paris en décembre 2015, le CFF est mis en œuvre conjointement par le C40 et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. Le CFF a été désigné lauréat du Prix mondial de l'action des Nations unies 2020 dans la catégorie « Financement des investissements respectueux du climat ».

De Mumbai à Medellín, de Durban à Dakar, le CFF a établi des partenariats avec 30 villes réparties dans 4 régions, soutenant 36 projets transformateurs dans des domaines clés de l'action climatique : solutions fondées sur la nature, énergies renouvelables et bâtiments, mobilité durable, gestion de l'eau et des déchets. D'ici 2030, le C40 Cities Finance Facility vise à réduire de plus de 2,5 millions de tonnes les émissions de CO₂, à renforcer la résilience climatique de 2 millions de personnes et à mobiliser plus d'un milliard de dollars américains de financement climatique.

Le CFF a récemment annoncé que cinq nouvelles villes bénéficieraient d'un soutien au cours de sa phase actuelle (2024-2027) afin de transformer leurs plans climatiques ambitieux en projets d'infrastructure concrets et prêts à être financés. Elles rejoignent les villes partenaires actuelles que sont Mbombela et Johannesburg (Afrique du Sud), où le soutien du CFF se poursuivra jusqu'à la mi-2026. Les cinq nouvelles villes partenaires sont :

- les bassins versants urbains résilients à Belo Horizonte, au Brésil ;
- La régénération urbaine fondée sur la nature à São Paulo, au Brésil ;
- Des bus électriques alimentés à l'énergie solaire à Rabat, au Maroc ;
- Des ferries propres à Carthagène, en Colombie ;
- Gestion des déchets solides à Sekondi-Takoradi, au Ghana.

Bien que le CFF soit mis en œuvre conjointement avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, **cet appel à propositions fera l'objet d'un contrat et sera principalement géré par le C40.**

2. Contexte de la mission

Le cadre « Action climatique inclusive » (ICA) du CFF

La crise climatique touche tout le monde, mais son impact – tant entre les villes situées dans différentes régions du globe qu'au sein de chaque ville – est inégal. Certaines personnes et communautés, telles que les femmes, les personnes en situation de handicap, les groupes à faibles revenus ou celles et ceux qui travaillent dans l'économie informelle (voir la liste non exhaustive ci-dessous), sont davantage exposées aux risques. De nombreux défis rencontrés dans les villes du Sud – tels que l'emploi et le logement informels, les migrations et les inégalités entre les sexes – sont également liés à la crise climatique.

L'Action climatique inclusive (ICA) est un cadre utilisé par le CFF pour garantir que l'action climatique soit conçue en plaçant l'équité au cœur de ses préoccupations, afin que ses bénéfices profitent à tous, en particulier aux personnes les plus durement touchées par les effets du changement climatique. La mise en œuvre de politiques et d'actions climatiques inclusives offre aux villes une formidable opportunité de donner aux communautés locales les moyens d'agir dans la prise de décision en matière de climat. La mise en œuvre de l'action climatique présente des avantages de grande envergure, qui peuvent et doivent être répartis équitablement.

Le CFF intègre ce cadre dans ses activités et ses partenariats avec les villes, car l'ICA contribue à renforcer la confiance du public, à développer les économies locales et à

garantir la prospérité de toutes les communautés. Les projets d'infrastructures urbaines, tels que ceux soutenus par le CFF, peuvent avoir un impact significatif sur la vie des personnes, mais leurs effets ne sont pas toujours équitables. Les répercussions, tant positives que négatives, doivent être prises en compte pour toutes les communautés, y compris les communautés marginalisées telles que (sans s'y limiter) :

- Les femmes
- Les groupes à faibles revenus
- Les habitants et les travailleurs des quartiers informels
- Les minorités raciales, ethniques ou religieuses
- Les migrants
- Personnes âgées, jeunes et enfants
- Personnes en situation de handicap
- Travailleurs en extérieur / temporaires

Le CFF adopte les trois piliers de l'action climatique inclusive du C40 dans le cadre de son dispositif (voir [le Guide de mise en œuvre de l'ICA du C40](#) pour plus de détails). Ces piliers sont les suivants :

1. L'inclusivité du **processus**
 - L'engagement d'un large éventail de communautés et de parties prenantes, en mettant particulièrement l'accent sur l'augmentation de la participation et de l'implication des personnes les plus exposées aux risques.
2. Caractère inclusif de **la planification**
 - Des résultats justes et équitables grâce à une conception réfléchie et délibérée des politiques et des actions permettant de mener à bien des projets inclusifs.
3. Caractère inclusif des **impacts**
 - Répartition équitable des impacts des programmes, actions et politiques climatiques, assortie d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer ces impacts.

Le CFF intègre l'ICA dans l'ensemble de son soutien aux villes et au-delà. Cela comprend, par exemple :

- Un atelier d'évaluation des besoins (voir la méthodologie à l'annexe 1), qui rassemble la ville, la société civile et les communautés concernées afin d'analyser les processus de participation et les résultats du projet ;

- Permettre aux villes d'impliquer les communautés concernées par leurs projets, en encourageant des approches participatives en matière de développement des infrastructures ;
- Une assistance technique, par exemple : évaluation de référence des réglementations et politiques pertinentes, analyse de l'impact du projet proposé sur des communautés spécifiques, et suggestions pour intégrer l'équité dans la conception des infrastructures proposées ;
- L'intégration d'un point focal ICA au sein de l'administration municipale, chargé de siéger au sein de l'unité de mise en œuvre du projet et de mener les activités pertinentes pour la soutenir ;
- Communiquer les réalisations des villes partenaires du CFF en matière d'ICA et amplifier leur impact grâce à une communication à l'échelle mondiale, à des événements et à des partenariats.

Dans chaque ville, le CFF adapte son soutien en matière d'ICA en fonction des besoins et des intérêts de la ville, ainsi que du profil de risque du projet.

Le projet de Rabat soutenu par le CFF

S'inscrivant dans la vision « Ville de lumière » de Rabat, qui vise à électrifier 50 % de sa flotte de bus d'ici 2040, ce projet prévoit le remplacement de 30 bus diesel par des bus électriques et le déploiement d'infrastructures de recharge le long de la ligne express Temara-Rabat-Salé, qui dessert environ 20 000 passagers par jour. Il apporte des avantages immédiats en matière de climat et de qualité de l'air en réduisant la pollution atmosphérique locale et les émissions de gaz à effet de serre sur l'un des axes de transport les plus fréquentés de la ville, tout en améliorant la fiabilité et l'expérience des passagers. Afin de renforcer encore la décarbonisation, le projet prévoit d'installer des panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des dépôts de bus, ainsi que des installations de stockage par batterie, ce qui permettra d'alimenter la flotte avec une part plus importante d'énergies renouvelables et de réduire la dépendance au réseau électrique. Le potentiel d'extension est important, la ville souhaitant porter son parc à 160 bus électriques d'ici 2040, faisant ainsi des énergies renouvelables et des bus électriques un élément phare de la transition de Rabat vers une mobilité urbaine inclusive et durable.

3. Objectif de la mission et activités prévues

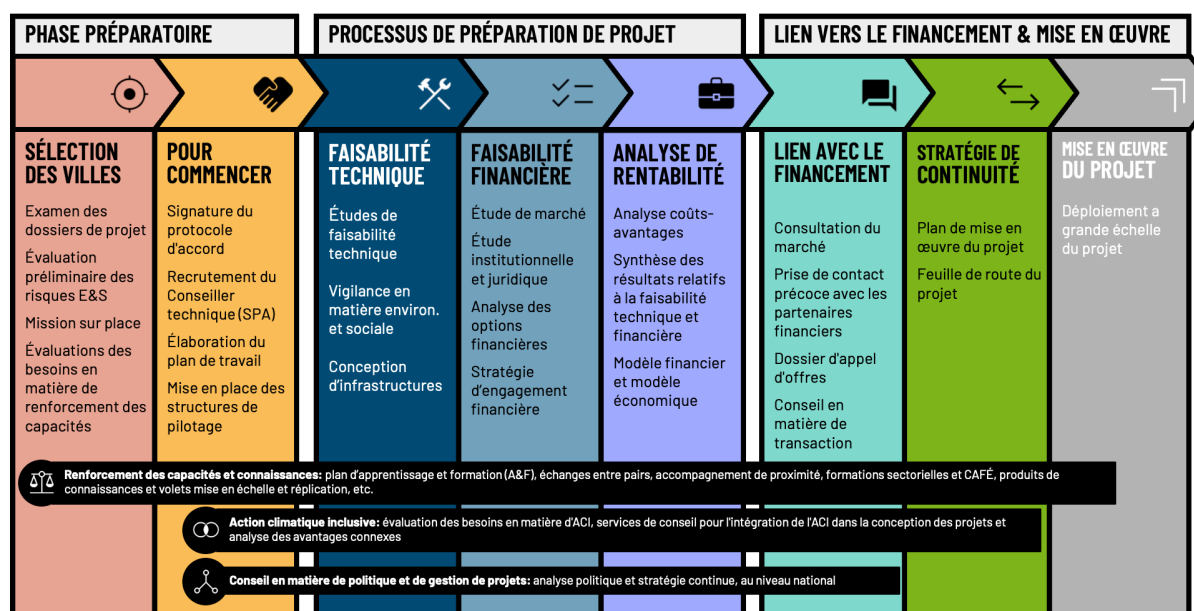
Le CFF recherche **un ou plusieurs consultants** (ci-après dénommés « le consultant ») pour l'accompagner d'août 2026 à décembre 2027 dans la mise en œuvre de son assistance technique locale au titre de l'ICA pour le projet à **Rabat, au Maroc**. Le

consultant apportera son soutien au CFF dans le cadre d'un certain nombre d'activités visant à fournir des modules d'assistance technique ICA pour le projet soutenu par le CFF à Rabat, en étroite coordination avec le personnel du CFF. Cela comprend des activités visant à soutenir le diagnostic ICA, l'engagement des communautés et des parties prenantes, ainsi que l'inclusivité à toutes les étapes du soutien apporté par le CFF à Rabat.

Le consultant travaillera principalement avec les équipes « City Nucleus » du CFF, notamment avec des collaborateurs du C40 et de la GIZ, tels que le chargé de programme du CFF et le responsable de l'engagement régional, qui sera le principal interlocuteur pour cette mission. Il pourra également être amené à collaborer avec d'autres membres du personnel du CFF, des consultants engagés par le CFF, ainsi qu'à interagir directement avec les responsables municipaux.

Le consultant dirigera les activités à travers les différentes étapes de l'accompagnement du projet de Rabat par le CFF, notamment : (1) le lancement/la mise en route ; (2) la faisabilité technique du projet ; (3) la viabilité financière ; (4) l'analyse de rentabilité ; et (5) l'accès au financement (voir l'image ci-dessous). Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les résultats fournis par d'autres équipes et consultants.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROCESSUS CFF



Les types d'activités attendues du consultant sont détaillés ci-dessous, classés par phase générale du projet. Les tâches spécifiques seront expliquées en détail dans des cahiers des charges individuels, comme indiqué à la section 6 (Budget).

Phase 1 du projet : Lancement

Date probable des activités : T3-T4 2026

Activités possibles du consultant :

- Réviser et finaliser le plan d'engagement des parties prenantes de l'ICA avec la ville, qui comprend au minimum :
 - Une liste exhaustive des parties prenantes concernées par les volets « énergie » et « mobilité » du projet ;
 - Une brève analyse des relations et des intérêts de ces parties prenantes ;
 - Des propositions sur la manière et le moment où l'engagement avec chaque partie prenante peut avoir lieu, en tenant compte notamment des structures de gouvernance de la municipalité.
- Animation de l'atelier d'évaluation des besoins de l'ICA pour la ville, abordant les questions suivantes :
 - Identifier
 - Quels sont les groupes les plus favorisés ou les plus défavorisés par le projet de la ville ?
 - Quels risques ces groupes sont-ils susceptibles de rencontrer, et pourquoi pourraient-ils être touchés de manière disproportionnée par le projet ?
 - Pourquoi se trouvent-ils dans une situation de vulnérabilité ?
 - Comprendre
 - Prospérité et capacité de paiement : les habitants seront-ils en mesure de payer pour ce service ? Comment la dynamique des coûts influe-t-elle sur l'adoption et l'utilisation du service par les différents groupes ? Quels coûts supplémentaires les navetteurs/usagers du service doivent-ils supporter ?
 - Accès et disponibilité : le projet répond-il de manière adéquate aux besoins des communautés et des groupes cibles identifiés comme concernés ? Comment le projet influe-t-il sur la création d'emplois et les moyens de subsistance ? Qui peut ou ne peut pas accéder à ces opportunités ?
 - Lieu et équité spatiale : la portée du projet prend-elle en compte et traite-t-elle les inégalités spatiales au sein du quartier, de la région ou de la ville ?
 - Participation
 - Qui est chargé de planifier la participation communautaire ?

- Qui est chargé de garantir la participation de la communauté dans le domaine de la planification et opération de mobilité urbaine dans l'axe Salé-Rabat-Temara?
- Quelles sont les stratégies d'engagement communautaire mises en place pour chaque groupe identifié et à quelles étapes ?
- En quoi les méthodes de sensibilisation diffèrent-elles selon les groupes ?
- Rédigez le rapport d'évaluation des besoins à l'issue de l'atelier, comme décrit plus en détail dans les étapes 2 et 3 du projet.

Étapes 2 et 3 du projet : faisabilité technique et viabilité financière du projet

Période probable des activités : 4e trimestre 2026 - 3e trimestre 2027

Activités possibles du consultant :

- Remettre le rapport d'évaluation des besoins à l'issue de l'atelier. Cette activité peut inclure : des entretiens, des recherches documentaires, des ateliers avec les parties prenantes et autres. L'évaluation des besoins doit inclure, en plus des questions ci-dessus, au moins :
 1. Une analyse du contexte social et démographique de la ville en général et des zones concernées par le projet en particulier, y compris la compilation des données clés pertinentes (tant quantitatives que qualitatives) ;
 2. Un examen des politiques, plans et structures de gouvernance existants aux niveaux municipal, régional et national en matière d'énergies renouvelables, de mobilité urbaine, d'inclusion sociale et de développement socio-économique, et une explication de leur lien avec les normes de performance de l'IFC ;
 3. Une évaluation des orientations et des politiques des collectivités locales en matière de participation citoyenne à la planification du développement urbain et au développement des infrastructures, ainsi qu'une explication de leur lien avec les normes de performance de la SFI ;
 4. Identification des impacts environnementaux et sociaux ainsi que des opportunités découlant du projet ;
 5. Examen des expériences antérieures des projets connexes en matière de mobilité et d'énergie, et analyse des mesures d'ICA mises en œuvre dans ce cadre.
- Recommandations pour l'intégration des mesures ICA dans le projet, notamment :
 - Une brève évaluation des impacts sociaux, positifs et négatifs, liés à la mise en œuvre du projet dans les domaines des énergies renouvelables et de la mobilité électrique ;

- L'intégration et l'examen des avantages connexes ainsi que des rapports de modélisation élaborés pour garantir que les considérations et les opportunités en matière d'ICA soient reflétées avec précision ;
- Une proposition d'actions concrètes, réalisables et efficaces visant à
 - renforcer les impacts positifs potentiels ;
 - atténuer et/ou compenser les impacts négatifs potentiels ;
 - garantir la transparence et la participation ;
 - S'aligner sur les projets et initiatives municipaux et régionaux existants ;
- Un calendrier pour la mise en œuvre et l'intégration d'actions inclusives ;
- Mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation pour garantir une mise en œuvre efficace tout au long du cycle du projet ;
- Soutenir la mise en œuvre du plan d'engagement des parties prenantes ;
- Soutenir l'intégration des retours d'information des parties prenantes dans les études techniques et de faisabilité, y compris les études et évaluations technologiques ;
- Examiner, apporter des contributions et soutenir l'évaluation des options financières, en intégrant les considérations relatives à l'ICA ;
- Examiner, apporter des contributions et apporter un soutien aux études de trafic et aux études sur la capacité et la disposition à payer, en tenant compte des considérations relatives à l'ICA.
- Examiner, apporter des contributions et soutenir l'évaluation des risques ainsi que les exigences pertinentes en matière d'impacts environnementaux et sociaux lors de la préparation du projet, en tenant compte des considérations relatives à l'ICA.
- Organiser des réunions régulières avec les autres consultants du CFF travaillant sur la faisabilité financière et technique afin de coordonner les travaux.

Phase 4 du projet : analyse de rentabilité

Date probable des activités : 2e-3e trimestre 2027

Activités possibles des consultants :

- Examiner, apporter des contributions et apporter un soutien à l'élaboration de l'analyse de rentabilité des projets urbains, en tenant compte des considérations relatives à l'ICA.
- Aligner l'assistance technique de l'ICA sur les exigences des bailleurs de fonds potentiels.

Phase 5 du projet : mise en relation avec les bailleurs de fonds

Date probable des activités : 3e et 4e trimestres 2027

Activités possibles du consultant :

- Préparer des documents favorisant l'intégration de l'ICA dans les propositions de financement, adaptés aux exigences spécifiques des bailleurs de fonds. Cela peut inclure : des notes d'orientation, des présentations et l'examen des propositions de financement.

4. Exigences minimales

Nous sommes ouverts aux propositions émanant d'organisations individuelles ou de consortiums.

La composition de l'équipe et le choix des membres doivent être proposés par le ou les consultants. Les qualifications suivantes doivent être remplies :

- Une expérience avérée dans :
 - Travailler à l'intersection entre l'équité, l'inclusivité et le changement climatique/l'action climatique au Maroc, en collaboration avec les collectivités territoriales, les organismes publics et la société civile ;
 - Gestion ou réalisation de livrables techniques liés à l'engagement communautaire, à la conception centrée sur l'utilisateur et à l'action climatique inclusive, tels que des études d'engagement communautaire, des évaluations d'actions participatives, des évaluations d'impact social, des évaluations d'équité et autres travaux similaires ;
 - Gestion des risques et des exigences liés à l'interaction avec des communautés vulnérables dans le cadre d'un travail de participation sociale.
- Connaissances approfondies dans les domaines suivants :
 - L'intégration de l'inclusion sociale dans les projets d'infrastructures urbaines, en particulier dans les secteurs (1) de la mobilité urbaine durable et (2) des énergies renouvelables ;
 - Connaissances et/ou expérience en matière de co-conception (urbaine) avec les communautés et d'engagement multipartite, y compris sur les modalités de collaboration avec les communautés vulnérables ;
 - Connaissances et/ou expérience en matière de mobilité urbaine (souhaitable) ;
 - Connaissances et/ou expérience dans le domaine des énergies renouvelables en milieu urbaines (souhaitable) ;

- Excellente maîtrise de l'arabe et du français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'anglais est fortement souhaitée, mais n'est pas obligatoire.

Diversité des fournisseurs

Le C40 s'engage en faveur de la diversité des fournisseurs et d'un approvisionnement inclusif en promouvant l'équité, la diversité et l'inclusivité au sein de notre base de fournisseurs. Nous sommes convaincus qu'en faisant appel à un éventail diversifié de fournisseurs, nous bénéficions d'un plus large éventail d'expériences et de points de vue, ce qui nous permet de mieux répondre aux besoins de l'ensemble de nos villes, aussi diverses soient-elles, ainsi qu'aux contextes dans lesquels elles évoluent.

Nous encourageons vivement les fournisseurs (particuliers et entreprises), qu'ils soient diversifiés en termes de taille, d'âge, de nationalité, d'identité de genre, d'orientation sexuelle, de capacités physiques ou mentales, ou d'origine ethnique, à nous soumettre une proposition de collaboration. De même, nous encourageons les fournisseurs détenus et contrôlés majoritairement par un groupe minoritaire à nous soumettre une proposition de collaboration.

N'hésitez pas à consulter [la Déclaration](#) du C40 [sur l'équité, la diversité et l'inclusion](#). La diversité des fournisseurs et les marchés publics inclusifs constituent un élément de la mise en œuvre de l'équité, de la diversité et de l'inclusion afin de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et à la construction de communautés saines, équitables et résilientes.

5. Format des réponses

Les réponses doivent inclure :

1. Une brève explication de la manière dont vous mènerez à bien le projet. Veuillez fournir des exemples de votre expertise pertinente et de ce que vous apporterez au CFF.
2. Une description de la composition de l'équipe, le cas échéant.
3. Une offre tarifaire pour la prestation de ce service (en euros €) : celle-ci doit inclure une ventilation par personne, son rôle et son tarif journalier (en euros €), toutes taxes comprises.
4. Confirmation que le prestataire de services se conformera aux « exigences contractuelles de répercussion » du C40 figurant à l'annexe 3. Veuillez noter que l'acceptation et le respect de ces exigences constituent une condition préalable au financement du CFF ; aucune modification ni amendement n'est possible.

5. 2 lettres de références ou recommandations reçu à travers les dernières 3 ans (anciens clients pour des projets similaires avec leur adresse e-mail).

Les documents doivent être au format PDF et rédigés en français ou en anglais. La proposition – qui doit présenter votre expertise et décrire la manière dont vous mènerez à bien le projet – ne doit pas dépasser 15 pages, annexes et CV non compris.

Les réponses seront évaluées en fonction de leur adéquation technique et financière avec la mission. Les critères d'évaluation sont les suivants :

- **Expérience et expertise pertinentes (40 %)**
 - L'expertise technique et l'expérience antérieure de l'équipe par rapport aux exigences minimales décrites à la section 4.
- **Compréhension de la mission et de la structure d'équipe proposée (30 %)**
 - La solidité de la méthodologie et la qualité de la proposition de projet.
 - Une définition claire de la composition de l'équipe et des tâches respectives, s'appuyant sur une structure solide de gestion de projet, le cas échéant.
- **Rapport qualité-prix (20 %)**
 - Les propositions répondent aux exigences du projet à un coût réduit au minimum et raisonnable.
- **Considérations en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (10 %)**
 - Les propositions démontrent un engagement en faveur de l'équité, de la diversité et de l'inclusion, que ce soit au niveau de la personne, de l'équipe ou de l'organisation.

Vous trouverez ci-dessous les coordonnées des principaux interlocuteurs. Ceux-ci se tiendront à votre disposition pour répondre à toute question concernant le C40 Cities Finance Facility (CFF) ou la présente mission.

Équipe de projet :

- **Bryn Boyce**, responsable de l'engagement régional, C40 Cities Finance Facility (bboyce@c40.org)
- **Aïssatou Mbaye**, chargée de programme, C40 Cities Finance Facility (ambaye@c40.org)
- **Yasar Cohen-Shah**, responsable des connaissances, C40 Cities Finance Facility (ycohenshah@c40.org)

Veillez noter que le CFF s'engage à faire preuve de transparence ; toute question posée avant la date limite recevra une réponse, et ces réponses seront partagées avec tous de manière anonyme.

Veillez envoyer votre proposition avant 17 h (CEST) le **10 août 2026**, en indiquant en objet « **CFF RFP – Action climatique inclusive au Maroc : experts techniques pour le C40 Cities Finance Facility – SOUMISSION** » à Bryn Boyce (bboyce@c40.org), Aïssatou Mbaye (ambaye@c40.org) et Yasar Cohen-Shah (ycohenshah@c40.org)

6. Budget

Le budget total de ce contrat s'élève à 40 000 euros.

Les propositions doivent préciser le tarif journalier de tous les consultants.

Une fois qu'un certain nombre de consultants auront été sélectionnés à l'issue du présent appel à propositions, des contrats-cadres seront conclus avec ces prestataires. Lorsque des missions spécifiques devront être réalisées, le C40 choisira un consultant approprié parmi cette liste et lui remettra un cahier des charges (SOW) ; cela ne fera pas l'objet d'une nouvelle procédure de passation de marché. Le budget de chaque mission couverte par un cahier des charges sera basé sur les tarifs journaliers du consultant et fera l'objet d'une négociation entre le C40 et le consultant. La rémunération sera calculée en fonction des services fournis par le consultant dans le cadre de ces cahiers des charges spécifiques.

La signature d'un contrat-cadre ne garantit pas une collaboration avec le CFF.

Les réponses à cet appel d'offres doivent inclure une ventilation détaillée du coût proposé en jours-personne. Tous les coûts **doivent inclure la TVA ou toute autre taxe applicable**. Toutes les propositions et factures doivent être libellées en euros (€).

Tous les frais engagés dans le cadre de la soumission de cet appel d'offres ne sont pas remboursables par C40.

La traduction ne doit pas être incluse dans votre proposition ni dans votre budget. Le CFF fera appel à des traducteurs et interprètes techniques pour rendre les ressources accessibles si une traduction s'avère nécessaire.

Des déplacements modérés à Rabat et au Maroc sont à prévoir dans l'offre financière.

7. Calendrier de l'appel d'offres « »

Calendrier de l'appel d'offres	Date limite
Envoi de l'appel à propositions	17 juillet 2026
Date limite de soumission des questions au C40	2 août 2026
Réponses du C40 aux questions	7 août 2026
Date limite de réception des offres	10 août 2026
Évaluation des propositions ¹	Du 11 au 25 août 2026
Entretiens avec les consultants potentiels, si nécessaire	26 août- 2 sept 2026
Décision de sélection prise	4 septembre 2026
Notification du résultat à tous les fournisseurs potentiels	14 septembre 2026

8. Modalité contractuelles

CFF a l'intention d'utiliser le contrat joint à l'annexe 2 et intitulé « *Contrat-cadre* » avec le ou les soumissionnaires retenus. CFF et le soumissionnaire retenu s'accorderont sur l'étendue des travaux et tous les détails pertinents du cahier des charges avant la signature de ce dernier.

L'ensemble des procédures contractuelles et de facturation sera géré par :

**C40 Cities Climate Leadership Group, Inc.,
120 Park Ave, 23^e étage,
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique**

¹ C40 se réserve le droit de demander aux soumissionnaires retenus d'affiner leur proposition et leur budget afin de répondre aux besoins du lot de prestations.

Toutes les factures doivent mentionner le code de projet suivant : 16882 – GIZ CFF Phase 4. Les paiements sont effectués dans les 30 jours suivant l'approbation de la facture par le C40, sous réserve de la prestation satisfaisante des services tels qu'approuvés par le C40.

9. Politiques du C40 relatif aux contrat

Le C40 attend des tiers qu'ils respectent les politiques suivantes du C40 :

- Politique relative au code de conduite des non-salariés [ici](#)
- Politique en matière d'équité, de diversité et d'inclusion [ici](#)
- Politique de la GIZ relative aux déplacements et aux frais [ici](#)

10. Clause de non-responsabilité

Le C40 décline toute responsabilité et ne prendra en charge aucun frais engagé par les candidats pour la préparation d'une réponse à cet appel à propositions. Les réponses soumises seront accessibles à l'ensemble du personnel du C40 et aux évaluateurs externes.

Ni la publication de l'appel d'offres, ni aucune des informations qui y figurent, ne doivent être considérées comme un engagement ou une déclaration de la part du C40 (ou de l'un de ses partenaires) en vue de conclure un accord contractuel. Aucune disposition du présent appel d'offres ne doit être interprétée comme un engagement de la part du C40 d'attribuer un marché à un soumissionnaire à l'issue de la présente procédure de passation de marché, ni d'accepter le prix le plus bas ou une offre quelconque.

Le C40 a l'intention de conclure avec le ou les soumissionnaires retenus le contrat dont le modèle figure à l'annexe 2 et intitulé « Contrat-cadre ». Ces conditions générales sont acceptées telles qu'elles sont rédigées par la majorité de nos fournisseurs et nous nous réservons le droit de pénaliser votre offre en cas de non-acceptation de ces conditions. Si vous souhaitez inclure des modifications demandées dans votre proposition, veuillez ne pas annoter le document à l'aide du suivi des modifications, mais fournir un document séparé à examiner, exposant clairement les raisons justifiant ces modifications. Le ou les soumissionnaires retenus peuvent proposer des modifications au contrat à l'aide de ce [tableau de négociation](#) ou demander l'utilisation de leurs propres conditions générales de vente (ou équivalentes), sous réserve du processus interne d'approbation des contrats de C40. Si C40 n'est pas en mesure de conclure un contrat avec le soumissionnaire retenu à l'issue de cette procédure d'appel d'offres, nous nous réservons le droit d'attribuer le marché au deuxième fournisseur potentiel le mieux classé.

11. Durée contractuelle

La mission est prévue pour s'étendre d'août 2026 à fin décembre 2027, ou jusqu'à nouvel ordre. La durée peut être prolongée sur accord écrit des deux parties.

Vous avez une préoccupation ?

C40 s'engage à respecter les normes les plus strictes en matière de comportement éthique. À ce titre, nous nous engageons à faire preuve de transparence et à être à l'écoute des réclamations et suggestions émanant de l'extérieur de l'organisation et visant à améliorer nos pratiques. Veuillez vous reporter à [la procédure de réclamation de C40](#) pour savoir comment nous contacter.

Annexe 1 – Documents de référence pertinents

Documents de l'ICA utilisés dans le cadre de la City Academy on Finance and Equity

- [Cahier d'exercices de la CAFE](#)
- [Introduction à l'ICA](#)
- [Engagement communautaire](#)
- [L'ICA dans la gestion des déchets](#)
- [L'ICA dans les solutions fondées sur la nature](#)
- [L'ICA dans le secteur de l'énergie et du bâtiment](#)

Stratégies et outils pertinents de l'ICA

- [Méthodologie des ateliers d'évaluation des besoins](#)
- [Guide de mise en œuvre de l'action climatique inclusive](#)
- [Guide Methodologique ICA pour le villes](#)

Annexe 2 – Modèle de contrat-cadre

FRAMEWORK CONTRACT

Contract details

C40:	[NAME OF C40 ENTITY WHO RECEIVED THE GRANT] hereinafter 'C40.'
C40's address:	[REGISTERED ADDRESS OF C40 ENTITY WHO RECEIVED THE GRANT]
C40 Point of Contact:	Name: [NAME] Title: [TITLE] Email: [EMAIL]
Supplier:	[COMPANY NAME] hereinafter, 'the Supplier'
Supplier's address:	[ADDRESS]
Supplier Point of Contact:	Name: [NAME] Title: [TITLE] Email: [EMAIL]
Contract Term	Start date: [DD/MM/YY] End date: [DD/MM/YY]
Maximum Fee:	[x] inclusive of all applicable taxes

This Agreement comprises	The Contract Details Schedule One: The General Conditions for Supply of Services Schedule Two: Framework Additional Terms & Template Statement of Work [Schedule Three: Donor Flowdown Requirements] [Schedule Four: Schedule of Amendments] Individual Statements of Work issued under this Framework Agreement [Schedule Five - Any additional Personal Data controls to be included where the Supplier decides how and why personal data will be handled. Personal Data is anything that allows an individual to be identified - such as names, addresses, comments etc.]
Interpretation	The Contract Details [Schedule Three - Donor Flowdown Requirements] [Schedule Four - Schedule of Amendments] Schedule One: The General Conditions for Supply of Services Schedule Two: Framework Additional Terms & Template Statement of Work Individual Statements of Work issued under this Framework Agreement [Schedule Five - Any additional Personal Data controls to be included where the Supplier decides how and why personal data will be handled. Personal Data is anything that allows an individual to be identified - such as names, addresses, comments etc.]

this Agreement has been entered into on [DATE OF FINAL SIGNATURE]:

Signed for C40	Signed for the Supplier
[NAME]	[NAME]
[TITLE]	[TITLE]
Date:	Date:

SCHEDULE ONE - GENERAL CONDITIONS FOR SUPPLY OF SERVICES

1. Supply of services

- 1.1 In supplying the services set out in the Statement of Work ('the Services'), the Supplier shall:
- (a) Perform the Services with the reasonable skill, care, and diligence to be expected of a qualified professional reasonably experienced in providing services of a similar nature and complexity to the Services;
 - (b) Cooperate with C40 in all matters relating to the Services, and comply with all reasonable instructions of C40;
 - (c) Only use personnel who are suitably skilled and experienced to perform the tasks assigned to them;
 - (d) Ensure that it obtains, and maintains all consents, licences and permissions it may require and which are necessary to enable it to comply with its obligations in this Agreement;
 - (e) Establish adequate health and safety standards for its employees and observe all health and safety rules and regulations and any other reasonable security requirements that may be in force at the place of performance;
 - (f) Comply with C40's [Non-Staff Code of Conduct](#) as an integral condition of this Contract;
 - (g) Immediately report misconduct or behaviour not in line with the Non-Staff Code of Conduct to ethics@c40.org.

2. Intellectual property

- 2.1 The Parties agree that C40 has ordered and commissioned all material that the Supplier creates under this Agreement (The 'Deliverables') as works made for hire.

- 2.2 The Supplier hereby irrevocably assigns to C40 all of its rights, title, and interest in the Deliverables.
- 2.3 The Supplier waives, to the extent they can be waived under any applicable law, all rights known as “moral rights” arising in the Deliverables.
- 2.4 The Supplier agrees to promptly execute and deliver to C40 any documents C40 requests to confirm and enforce C40’s absolute ownership of the Deliverables.
- 2.5 If the Supplier incorporates, in whole or in part, any intellectual property already owned by the Supplier (“Pre-Existing Works”) into the Deliverables, the Pre-Existing Works shall remain the property of the Supplier.
- 2.6 The Supplier shall identify the Pre-Existing Works in writing and grant C40 a worldwide, irrevocable, fully-paid up, and royalty-free licence (with the right to sublicense) to reproduce, distribute and create derivative works of, publicly display, and perform the Pre-Existing Works, to the extent they have been incorporated into the Deliverables, in furtherance of C40’s charitable and educational mission.
- 2.7 If the Supplier wishes to incorporate any elements owned by third parties (“Third-Party Materials”) into the Deliverables, Supplier will identify these in writing and obtain on C40’s behalf a worldwide, irrevocable, fully-paid up, and royalty-free licence (with the right to sublicense the right) to reproduce, distribute, create derivative works of, publicly display, and perform the Third-Party Materials in furtherance of C40’s charitable and educational mission.
- 2.8 The Parties acknowledge and agree that this Agreement is not intended to restrict the Supplier from continuing to use any general ideas, concepts, know-how, methodologies, processes, or techniques that the Supplier has acquired and developed in the course of supplying the Services.
- 2.9 Unless C40 is required to pass ownership of intellectual property to a third party, all Deliverables produced under this Agreement are made publicly available under an [Attribution-ShareAlike 4.0](#) International Creative Commons Licence.
- 2.10 Under this licence, the Supplier has a non-exclusive right to copy, adapt, and redistribute the Deliverables in any medium or format for any purpose, even commercially, provided that C40 is appropriately credited and any derivative works are distributed under the same licence.
- 2.11 Any use of C40’s logo, or the logo of any third party connected with the Services such as a C40 partner organisation or funder, shall be subject to C40’s prior written consent.
- 2.12 The Supplier shall not make any express or implied statements to the effect that any partner organisation or funder involved in this project is directly funding them.

3. Payment Terms

- 3.1 In consideration for the provision of the Services, C40 shall pay the Supplier the fees as set out in the Statement of Work.
- 3.2 C40 shall pay each invoice which is properly due and submitted to it by the Supplier, within 30 days of receipt, to a bank account nominated in writing by the Supplier.

- 3.3 C40 reserves the right to reject invoices for services that fail to meet the standard of care set out in clause one. For the avoidance of doubt, work that in the opinion of the C40 Point of Contact has been produced using generative artificial intelligence - save as expressly agreed in advance - shall be deemed inadequate.
- 3.4 Invoices will be addressed to the C40 entity and registered address set out in the contract details, with attention to C40 Finance and be delivered via electronic mail to: finance@c40.org.
- 3.5 In the event C40 fails to make payment of any undisputed sums within 30 days of receipt of a correctly completed invoice, the Supplier has the right to notify C40 that they will be suspending services until such time as the payment is made. The Supplier will immediately resume performance of the Services on receipt of all overdue payments.

4. Indemnity

- 4.1 The Supplier shall indemnify C40 against all liabilities, including legal costs, arising out of:
- (a) The negligent performance of the Services by the Supplier, their personnel or their subcontractors;
 - (b) Any breach of this Contract by the Supplier, their personnel or their subcontractors;
 - (c) Any third-party claim resulting from or related to the Services, to the extent the liability or harm was caused by the negligence or breach of contract by the Supplier, their personnel or their subcontractors;
 - (d) Any claim brought against C40 for actual or alleged infringement of a third party's intellectual property rights arising out of, or in connection with, the Services.

5. Limitation of liability

- 5.1 C40's liability under this Agreement is limited to the fees payable to the Supplier under Clause 3, and in no event will include consequential, special or indirect damages or claims for loss of profit or business.
- 5.2 The Supplier's liability under this Agreement is limited to 5 times the Maximum Fee set out in the Contract Details, and in no event will include consequential, special or indirect damages or claims for loss of profit or business.

6. Insurance

- 6.1 The Supplier shall maintain sufficient professional indemnity insurance and public liability insurance (or the local equivalent in their place of registration) to cover the liabilities that may arise under or in connection with the Contract for the duration of the Contract Term and for a period of five years thereafter.

7. Confidentiality

- 7.1 During the course of performing the Services, each party may have access to confidential or proprietary information ("Confidential Information").
- 7.2 The party receiving the confidential information will:
- (a) Keep the Confidential Information secret and confidential;

- (b) Not use the Confidential Information in any way, except to deliver the Services;
 - (c) Only disclose the Confidential Information to those of its officers, employees, or subcontractors who need access to the Confidential Information to deliver the Services provided that they:
 - (i) Inform them of the confidential nature of the Confidential Information;
 - (ii) Take all reasonable steps to ensure that anyone receiving the Confidential Information complies with the confidentiality obligations set out in this Clause 7.
- 7.3 The Obligations set out in Clause 7 shall not apply, or shall cease to apply, to Confidential Information which:
- (a) Is, or becomes, publicly available, other than as a result of breach of this Agreement;
 - (b) Was already lawfully known before it was disclosed;
 - (c) Was separately received from a third-party, and the third-party was not under any confidentiality obligations related to the Confidential Information;
 - (d) Is required to be disclosed by law.
- 7.4 If requested by C40, the Supplier shall immediately destroy or return all documents and other records of C40's Confidential Information.
- 7.5 If the Confidential Information is stored in electronic form, the Supplier shall - on the request of C40 - permanently erase all such Confidential Information from its computer and communications systems and devices used by it.
- 7.6 C40 may request the Supplier certify in writing that it has complied with any of the obligations in Clause 7.
- 8. Record-Keeping and Cooperation in Audits**
- 8.1 The Supplier shall maintain sufficient records necessary to demonstrate its compliance with its obligations under this Agreement and under law for a period of five (5) years following completion of the Services or termination of this Agreement - whichever is later.
- 8.2 All records will be maintained in accordance with generally accepted record-keeping principles and stored in a way that is easily accessible and understandable to an auditor.
- 8.3 At no additional charge to C40, the Supplier shall provide C40 (including its designated auditors and/or any relevant regulators) full cooperation in any audit and

access at reasonable times, to all records relating to the Supplier's compliance with its obligations.

- 8.4 Where the Supplier has sub-contracted whole or part of the Services to any subcontractors, the Supplier shall ensure that C40 has equivalent rights to cooperation at no additional cost against any such subcontractors.

9. Media Enquiries and Non-Disparagement

- 9.1 The Supplier will not, during the Term or thereafter, discuss C40 with any media organisation or news provider (print, digital, television or otherwise) without prior approval from C40.
- 9.2 Nothing in this agreement shall grant a right to make public statements on behalf of C40 or create materials purporting to contain C40's endorsement for any political campaign, party or candidate, or for any product or service.
- 9.3 The Supplier recognizes and agrees that as a result of its engagement by C40, it is assuming a position of confidence and trust and as such will not in any way defame, disparage, libel or slander C40 or any related entities.
- 9.4 Where the Supplier is an academic or scientific institution, nothing in this clause is intended to affect the Supplier's ability to give commentary in the academic context.

10. Termination

C40 may terminate this Agreement upon 30 days' written notice to the Supplier.

- 10.2 On termination of this Agreement:
- (a) C40's only obligation to the Supplier will be to pay amounts already due for services satisfactorily rendered;
 - (b) The Supplier shall immediately deliver to C40, in understandable and organised form, all Deliverables and works-in-progress;
 - (c) The Supplier shall at no extra charge provide all assistance reasonably required by C40 to facilitate the smooth transition of the Services to C40 or any replacement supplier appointed by it.

11. Compliance with Law

- 11.1 The Supplier shall comply with all applicable laws in the place of performance and with internationally accepted anti-corruption, anti-bribery, anti-money laundering, terrorist-financing and sanctions laws, particularly the United States Foreign Corrupt Practices Act of 1977 (as amended) and the UK Bribery Act 2010.
- 11.2 In performing the Services, the Supplier will not engage in transactions with, or provide resources or support to, any individual or entity that is subject to sanctions administered by the United States, United Kingdom, European Union or the United Nations.
- 11.3 In performing its obligations under this agreement, the Supplier shall comply with all applicable modern slavery laws and hereby represents and warrants that it has not been convicted of or investigated for any actual or alleged offence of the above, including any forced labour or human trafficking.

- 11.4 The Supplier recognises they are responsible for complying with their own tax obligations and for taking advice as appropriate on their local liabilities. To the extent the supplier is liable for US taxation, whether due to tax residence or performance of the services within the United states, the Supplier must provide C40 the appropriate IRS tax form (w8 or w9) prior to issuing their first invoice. C40 has a right to withhold payment until this obligation is met
- 11.5 The Parties agree to abide by all applicable data protection laws.
- 11.6 Where the Supplier is working with personal data on C40's behalf they will be regarded as a data processor and will process personal data only on the written instructions of C40.
- 11.7 In the event the Supplier would be understood under applicable local legislation as a Data Controller, the Parties shall sign a separate Data Sharing Agreement covering these terms.
- 11.8 The Supplier will ensure that (i) every member of their personnel who comes into contact with the personal data will be bound by obligations of confidentiality equivalent to those set out in this agreement, and (ii) all appropriate technical and organisational measures are used to protect the security of the data.
- 11.9 In the event the Supplier sub-contracts any work involving personal data, they will ensure a data sharing agreement on equivalent terms to this Clause 11 will be signed by the Sub-Contractor.
- 11.10 The Supplier will give all assistance necessary to help C40 comply with their obligations under the applicable legislation and will provide whatever information C40 needs to prove they have complied with their legal obligations.
- 11.11 The Supplier agrees to delete or return all personal data to the C40 at the end date set out in the Contract Details.
- 11.12 The Supplier will immediately report breaches of this Clause 11 to ethics@c40.org.

12. General

- 12.1 **Representations, Warranties and Covenants.** By entering into this Agreement, the Supplier represents, warrants and covenants that it
- (a) Has the full right and authority to enter into this Agreement and to grant all rights granted;
 - (b) It will not violate the terms of any pre-existing agreement that the Supplier may have with another party;
 - (c) All Supplier employees used in the provision of the Services are approved and authorised to work in the place they will be working under all applicable rules and regulations.
- 12.2 **Term.** The term shall begin and end on the start and end dates set in the Contract Details, unless terminated early in accordance with Clause 10. If the Supplier has

provided any of the Services prior to the start date then the terms of this Agreement apply. Any clauses that would ordinarily survive termination or expiration of contract will survive such termination or expiration.

- 12.3 **Independent Contractor.** Neither the Supplier, nor any of its directors, officers, employees, volunteers, agents, or contractors (as applicable) will become, by virtue of this Agreement, an employee or agent of C40. The Supplier's employees will have no right to bind C40. The Supplier will assume all responsibility for unemployment compensation, workers' compensation, retirement plans, and other benefits, as well as all obligations to pay taxes on any amounts paid in connection with this Agreement.
- 12.4 **Force Majeure.** Neither party shall be in breach of this Agreement nor liable for delay in performing, or failure to perform, any of its obligations under this Agreement if such delay or failure result from events, circumstances or causes beyond its reasonable control. The Parties will promptly notify each other as soon as they are aware of a potential Force Majeure event and agree a reasonable timeframe for resuming the Services.
- 12.5 **Subcontracting.** The Supplier may not subcontract any or all of its rights or obligations under this Agreement without the prior written consent of C40. If C40 consents to any subcontracting by the Supplier, the Supplier shall remain responsible for all acts and omissions of its subcontractors as if they were its own. The Supplier must ensure that the terms of any subcontract reflect the terms of this Agreement, in particular, but not limited to, the requirement that all subcontractors must accept the Non-Staff Code of Conduct as an integral part of their agreement.
- 12.6 **Entire Agreement.** This Agreement constitutes the entire agreement between the parties and supersedes and extinguishes all previous agreements, promises, assurances, warranties, representations and understandings between them, whether written or oral, relating to its subject matter. The parties expressly agree that any alternative or additional terms introduced as part of an invoice ('back of invoice terms') shall be deemed invalid and will not form part of the Contract.
- 12.7 **Variation.** No variation of this Agreement shall be effective unless it is in writing and signed by the parties (or their authorised representatives).
- 12.8 **Waiver and Severance.** A delay or failure to exercise, or the single or partial exercise of, any right or remedy shall not waive that or any other right or remedy, nor shall it restrict the further exercise of that or any other right or remedy. If any part of this agreement is or becomes invalid, illegal or unenforceable, that shall not affect the validity and enforceability of the rest of this agreement.
- 12.9 **Notices.** Any notice or other communication given to a party under or in connection with this Agreement shall be in writing and shall be deemed served, when sent by email to the point of contact identified in the Contract Details, other relevant key person, or as otherwise acknowledged as received by the Party receiving the notice.
- 12.10 **Execution by Counterparts.** This Agreement may be executed in counterparts, each of which will be considered an original and all of which together will constitute one agreement. Signatures to this Agreement delivered by email, PDF, or facsimile will be considered valid and binding.

- 12.11 **Third party rights.** No one other than a party to this Agreement shall have any right to enforce any of its terms.
- 12.12 **Governing law.** The Agreement, and any dispute or claim (including non-contractual disputes or claims) arising out of or in connection with it or its subject matter or formation, shall be governed by, and construed in accordance with, the law of England and Wales.
- 12.13 **Jurisdiction.** Each party irrevocably agrees that any dispute or claim (including non-contractual disputes or claims) arising out of or in connection with this agreement shall be resolved by arbitration in the London Court of International Arbitration.

SCHEDULE TWO - FRAMEWORK ADDITIONAL TERMS & TEMPLATE STATEMENT OF WORK

The following terms shall apply to Framework Contracts in addition to those set out in the General Conditions for Supply of Services:

- 1.1 The Supplier has qualified onto a Framework issued by C40. The Supplier recognises that they are not the sole provider qualified to provide services under this Framework, and that qualification represents an opportunity to win work only and C40 makes no guarantee of any volume of Statements of Work being awarded or potential remuneration.
- 1.2 From time-to-time, C40 may issue a Statement of Work following the template set out below, to call-off services under that Framework.
- 1.3 C40 may, in their absolute discretion, award work to Suppliers by direct award or by a competitive process between Suppliers. C40 further reserves the right to issue contracts for work that could be performed by a Supplier on the Framework to third parties.
- 1.4 Each Statement of Work signed under this framework shall be part of this agreement and shall not form a separate contract to it.
- 1.5 Without prejudice to the overall limitation of liability set out in Clause 5.2 of the General Conditions above, the Supplier's liability for the individual Statement of Work is further sub-limited to five times the fees payable under that Statement of Work.

TEMPLATE - STATEMENT OF WORK

[If and when work is called off under this Framework, please use the below template.]

This Statement of Work is made subject to the Framework dated **[DATE of Framework Agreement]** by and between [C40 Entity], a Delaware non-profit corporation ("C40"), and **[supplier's legal name as used in the Framework Agreement]** ("the Supplier").

1. The Services

[Explain the services in detail. Use clear language in the active voice, particularly where you want there to be a clear requirement for the Supplier to deliver. Define any abbreviations you use. More drafting guidance can be found in Section 5 of the [Procurement Manual](#).]

2. Timeline of Project

[Describe the timeline of the project in more detail.]

[If there are any deadlines that MUST be met include the following optional text:

Time shall be of the essence in performance of the Contract.

3. Basis of Payment

State the basis of payment clearly, eg:

- The basis of payment will be a fixed fee
- The basis of payment will be milestone deliverables
- The basis of payment will be time and expenses

Then provide further details of how suppliers will be paid, including details of rates. Please keep the fees in the currency agreed with the Supplier and make sure they are inclusive of all tax. Please also delete these instructions.

[If you want to include expenses as part of the fee include the following optional text:

C40 will reimburse reasonable and necessary pre-approved out-of-pocket expenses incurred by the Supplier in performing the Services. The Supplier will provide documentation supporting any expenses with the applicable invoice

Do not delete: Payment shall in no event exceed the Maximum Fees set out in the Contract Details.

4. Payment Schedule

[Include the timeline on which we will pay the Supplier - a one-time payment, monthly invoices, on the completion of milestone deliverables (etc). Upfront payment is discouraged. C40 does not pay more than once a month. Please also delete these instructions.]

Payments are made within 30 days of C40 approving an invoice and subject to satisfactory delivery of the services as approved by C40.

This Agreement has been entered into on [DATE OF FINAL SIGNATURE]:

Signed for C40	Signed for the Supplier
[NAME]	[NAME]
[TITLE]	[TITLE]
Date:	Date:

SCHEDULE THREE - DONOR FLOW DOWN REQUIREMENTS

[Where a project is funded by one or more restricted grants, donors may have additional requirements that apply in addition to the standard General Conditions. The Budget Manager should have received a schedule of these from the Grants team at kick-off and should ensure they are attached to all contracts funded by that grant.]

The Service Provider will comply with any additional donor requirements set out in the Schedule of Donor Requirements as an integral condition of the Contract.

SCHEDULE FOUR - SCHEDULE OF AMENDMENTS

[Include this schedule only if we have agreed any amendments to the General Conditions. The text of the General Conditions must not be marked up or amended by the Supplier. All changes require Legal approval.]

Clause X

Clause X shall read as follows / The following text shall be removed from Clause X / The following additional text shall be read as included in Clause X / The following paragraph shall be added to Clause X:

Amended text

SCHEDULE FIVE - ADDITIONAL CONTROLS ON PERSONAL DATA

[Include this in case of any additional Personal Data controls to be included where the Supplier decides how and why personal data will be handled. Personal Data is anything that allows an individual to be identified - such as names, addresses, comments etc.]

Annexe 3 – Contractual flowdown requirements

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) CFF Grant- Contractual Flowdown Requirements

The Parties recognise and agree that the Statement of Work is funded under the Grant Agreement (Grant ID: 81313050) between C40 Cities Climate Leadership Group Inc. (C40 Cities) and Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) for the period 1 November 2024 –31 December 2027.

Accordingly, in addition to the standard agreed position under the Services Contract, the Supplier recognises and agrees the following:

1. The Supplier shall carry out the Project with due diligence, efficiency and in accordance with sound administrative, technical, financial, business and development practices.
2. The Supplier will obtain any necessary licences, approvals, and consents to implement, carry out, or operate any measure required in the performance of the contract.
3. Any non-fulfillment or non-performance is permitted to be managed accordingly and may result in termination of the contract. The Supplier is to repay funds used improperly under the Project or law.
4. The Supplier will bring to the attention of the Project Manager at C40 Cities any circumstances that will affect or jeopardise the attainment of the project, interfere with the performance or management of the material obligations of this contract. This includes, but is not limited to:
 - a. Substantial changes in the risk assessment of the project;
 - b. The occurrence of unintended adverse impacts on human rights, the environment and climate, context characterised by fragility and violence, and gender equality;
 - c. Other significant time, financial, technical or development policy changes during the contract and risks to the safety or health of assigned staff.
5. C40 Cities will seek remedies under the Services Contract for breach, non-performance, default as well as illegal or improper purposes that are contrary to this contract or any laws of the country in which the Project is implemented.
6. Funds provided to the Supplier under this Statement of Work may only be used for actual costs not already financed under other sources of funding.
7. All quotes and pricing is to be within reasonable market range.
8. All funds from C40 Cities should be placed into an interest-bearing account, as far as possible. Any interest earned should be allocated to the Project.
9. If funds are converted to other currencies, any income from the currency conversion is to be applied to the Project. All currency conversions are to be done using [InforEuro](#).

10. Appropriate insurance is to be in place for all work undertaken.
11. Expenses can only be claimed for items specified in the Supplier's contract. Please refer to the [Travel and Expense Policy for non-staff](#) for further details.
12. C40 Cities is obliged by the terms of the grant to provide regular financial and narrative reports to GIZ and will be subject to regular audits by GIZ for C40 Cities use of grant funds.
13. C40 Cities is obliged by the terms of the grant to retain for 10 years after the end of the project all books, records, and the originals of the supporting documents. C40 Cities shall enable GIZ, or any third parties, authorised by GIZ to review the books and any other records and documents relevant for the implementation of the Project and to visit all facilities related thereto.
14. Accordingly, the Supplier agrees to take all necessary measures to enable C40 Cities to fulfil these obligations and will provide reasonable cooperation, including promptly responding to requests for additional information, to enable C40 Cities to fulfil its obligations to the donor.
15. Supporting documentation and invoices are to be submitted in German, English, French or Spanish or a translation into one of these languages.
16. The Supplier is permitted to sub-contract elements of the scope, provided that:
 - a. The regulations on public procurement in the United States of America are followed.
 - b. The Procurement Guidelines outlined in Annexee 4a of the GIZ Grant (Award Procedure/Procurement Guidelines) are followed.
 - c. All goods or services procured are to be used exclusively for the purposes of this project.
 - d. Competent and qualified consultants must be contracted to achieve the objectives.
 - e. Procurement shall comply with the relevant sustainability standards.
17. At the request of C40 Cities the Supplier shall provide evidence of the proper implementation of the contract award procedures.
18. Any sub-contracts placed under this Statement of Work shall reflect the provisions of the Services Contract and this schedule of Contractual Flowdown Requirements.
19. Any sub-contracts placed under this Statement of Work must conform to customary trade practices, import duties, which may not be financed under the Grant, are to be indicated separately in the sub-contracts and any associated invoices.
20. Adequate provision is to be made in any sub-contract for the insurance of any goods required for the project. Any such insurance must be in accordance with prudent industry practice and any compensation from the insurance is to be payable in a freely usable currency.
21. Ethical and Environmental Standards

The parties recognise GIZ has a strong policy prohibiting use of funds for the following:

- i. Financing terrorism and compliance with embargoes - per the European Investment Bank's ("EIB") requirements;

The Supplier, and any third parties, shall not use the remuneration received from C40 to make any financial resources or other economic resources available, either directly or indirectly, to third parties that are on Sanctions Lists.

For the purpose of this Agreement, Sanctions Lists are any economic or financial sanctions laws, regulations, trade embargoes or other restrictive measures (including, in particular but not limited to, measures in relation to the financing of terrorism) enacted, administered, implemented and/or enforced from time to time by any of the following:

- a) the United Nations, including, inter alia, the United Nations Security Council;
- b) the European Union, including, inter alia, the Council of the European Union and the European Commission, and any other competent bodies/institutions or agencies of the European Union;
- c) the government of the Federal Republic of Germany, including inter alia the Federal Ministry for Economic Affairs and Climate Action;
- d) the government of the United Kingdom, and any department, division, agency, office or authority, including, inter alia, the Office of Financial Sanctions Implementation of His Majesty's Treasury and the Department for International Trade of the United Kingdom; and
- e) the government of the United States of America, and any department, division, agency, or office thereof, including, inter alia, the Office of Foreign Asset Control (OFAC) of the United States Department of the Treasury, the United States Department of State and/or the United States Department of Commerce.

For the purpose of this Agreement, the Exclusion List of the EIB, as published on the EIB's website from time to time, shall be considered as a Sanctions List.

When executing the contract, the Supplier may enter into and/or maintain business or contractual relationships only with third parties that are reliable and to whom no statutory ban on doing business or entering into contracts applies.

The Supplier shall notify C40 and GIZ without delay and of its own volition if the contractor, a member of its official managing body and/or other administrative bodies, its shareholders and/or its employees should be placed on Sanctions Lists as defined above. The same shall apply if the Supplier becomes aware of an event that results in the inclusion of aforementioned individuals on such a list.

The Supplier shall notify C40 and GIZ without delay and of its own volition of any violation of the provisions of the present section 1.11. C40 and GIZ's rights pursuant to Sections 5 and 6 of these Terms and Conditions remain unaffected.

- ii. Money laundering
- iii. Bribery: No direct or indirect gifts, advantages accepted or given.

22. The Supplier shall immediately repay any funds used in contravention of this prohibition.
23. The Supplier shall not make available funds or other economic resources to third parties that are on the sanctions list issued by the UN, EU or the Federal Republic of Germany.
24. The Supplier shall comply with any embargoes or other trade restrictions issued by the UN or the EU.
25. The Supplier shall immediately inform C40 Cities of an event that results in any member of its personnel, management, governing bodies, shareholders or contractual partners appearing on a sanctions list.
26. The Supplier shall respect the local conditions in the relevant country, as well as the customary trading practices and legal provisions, ordinances, and official regulations (including tax) and shall consider the associated general, special, and social impacts.
27. The Supplier are obliged to use the funds in compliance with international standards and multilateral agreements, in particular:
 - a. International human rights conventions;
 - b. The International Labour Organisations declaration of 1998 and
28. When using the funds, the Supplier will ensure:
 - a. The protection of children;
 - b. The prevention of violence, abuse and exploitation of any kind;
 - c. Non-discrimination, especially with regard to origin, ethnicity, religion, age, gender identity, sexual orientation or disability;
 - d. The promotion of equal opportunities for all genders.
29. The Supplier shall use the funds in compliance with international environmental law, minimise emissions of greenhouse gases and avoid any action that could increase the vulnerability of the populations and / or ecosystems.
30. The Supplier is obliged to deliver the services in a way that:
 - a. Is in full compliance with all applicable tax regulations;
 - b. Is in full compliance with international environmental law;
 - c. Minimises emissions of greenhouse gases
 - d. Avoids or reduces unintended adverse impacts on:
 - e. The environment;
 - f. Climate protection;
 - g. Adaptation to climate change;
 - h. Human rights;
 - i. Contexts characterised by fragility and violence;

- j. Gender equality;
- k. Harassment and abuse.

- 31. The Supplier shall take appropriate measures to prevent sexual harassment in a professional context.
- 32. The Supplier shall refrain from inciting violence or hatred as well as objectively unjustified discrimination against an individual or group of individuals.
- 33. The Supplier will act at all times in an impartial and loyal manner towards C40 Cities and GIZ.
- 34. A conflict of interest, as defined under this schedule, may arise from economic interests, political affinities or national ties, family or friendship or other ties or interests.
- 35. During the term of the Agreement, the Supplier shall not conclude any contract where a conflict of interest is to be anticipated due to the nature of the contract of the Supplier's connections with a third party – unless prior consent has been given by GIZ in writing; such contact with GIZ to be facilitated by C40 Cities.
- 36. In the event a conflict of interest arises, the Supplier must disclose such an event to C40 Cities without undue delay.
- 37. To the extent the Services involve the processing of personal data such data will be processed in accordance with the General Data Protection Regulation of the European Union (GDPR).
- 38. In the event the Services involve the processing of personal data, the Supplier will enter into a separate data processing agreement with C40 Cities which shall govern the use of such data.
- 39. Force majeure is an unavoidable event (including natural disasters, outbreak of diseases, serious unrest, war or terrorism) where neither party to this contract will be held liable for a breach of its obligations. This applies if the Supplier is prevented from fulfilling such obligations by reason of Force Majeure and has taken all reasonable precautions, due care and sought out reasonable alternative measures. The Supplier is to notify C40 Cities, and vice versa, as soon as is possible and no later than fifteen days upon becoming aware of the implications of the occurrence. Evidence of the nature and cause of the event and information about the possibility of returning to normal conditions must be provided as soon as possible.
- 40. The Supplier will make no press releases or public statements about the Project without the prior written permission of C40 Cities. C40 Cities shall obtain the approval of all press releases or public statements regarding the project by GIZ in writing prior to release or disclosure.
- 41. Any public statements about the project must note that it was financed by GIZ as commissioned by the "Government of the Federal Republic of Germany".

42. Whistleblowing access is available at [C40](#), [GIZ](#), [BKMS](#) or the [ombudsman](#).

Accordingly, the Supplier will not take any action in violation of this policy, and will not, through any act or omission, cause the counterparty to violate this policy.